

Tunisie : six ans après le 14 janvier 2011, la révolte gronde dans les régions déshéritées de l'intérieur du pays

vendredi 13 janvier 2017, par [Divers](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2017).

Sommaire

- [3 janvier : Mouvements de \(...\)](#)
- [4 janvier : Mouvements sociaux](#)
- [10 janvier : Le siège du \(...\)](#)
- [10 janvier : Sidi Bouzid : \(...\)](#)
- [11 janvier : À Sbeitla : \(...\)](#)
- [12 janvier : Protestations \(...\)](#)
- [13 janvier 2017 : Ça barde \(...\)](#)
- [13 janvier : Nouvelle nuit \(...\)](#)
- [14 janvier : Grande colère \(...\)](#)
- [16 janvier : Poursuite des \(...\)](#)
- [16 janvier : Sidi Bouzid : \(...\)](#)
- [16 janvier : Kasserine, \(...\)](#)
- [17 janvier : Les affrontements](#)
- [18 janvier : Le Kef rejoint la](#)

3 janvier : Mouvements de protestation dans toutes les régions

<http://www.webdo.tn/2017/01/03/mouvements-de-protestation-toutes-regions/>

A partir de ce mardi 3 janvier 2017, des mouvements de protestation seront organisés dans toutes les régions et tous les secteurs, a annoncé hier la coordination des mouvements sociaux dans un communiqué.

La forme et la date de chaque protestation seront fixées en fonction de la nature du mouvement et de la région, précise-t-on de même source.

Un représentant de la coordination, Abdelhalim Hamdi, détenteur d'une maîtrise en Histoire et au chômage depuis 17 ans, a affirmé à l'Agence TAP que ces mouvements interviennent à la suite d'autres formes de protestation et à de multiples grèves de la faim, sit-in et manifestations.

Il s'agit, a-t-il dit, d'une nouvelle escalade des protestations qui se poursuivent depuis près d'un an dans les régions, devant les délégations et les mairies, et qui seront réunies sous forme de journées de protestation à partir du 3 janvier.

Une imposante marche sera organisée, mardi, à Menzel Bouzayane (Sidi Bouzid), et s'étendra aux autres gouvernorats qui choisiront, chacun, une date symbolique pour revendiquer ses droits, a-t-il encore expliqué.

4 janvier : Mouvements sociaux : procès en cascade

<http://nawaat.org/portail/2017/01/04/mouvements-sociaux-proces-en-cascade/>

La Cour d'appel de Nabeul a reporté, ce matin, le procès des jeunes de Kélibia au 15 février 2017. Des dizaines de personnes se sont rassemblés devant le tribunal pour soutenir aux onze jeunes condamnés par contumace à 14 ans et un mois de prison ferme pour « provocation d'incendie dans des locaux non habités » et six autres chefs d'accusation. Hier, les ouvriers des chantiers, les discriminés politiques et la coordination nationale des mouvements sociaux déclarent une semaine de protestation sociale par des rassemblements, des manifestations et une désobéissance civile à Meknassi. Les prémisses d'un janvier chaud que les médias dominants ont déjà commencé à criminaliser.

De Kélibia à Tajerouine

L'affaire de Kélibia qui a soulevé une vive polémique concerne les violentes manifestations consécutives à l'assassinat de Chokri Belaid en février 2013. D'après Charfi Kellil, un des avocats de la défense, Meriem Jeribi et Rabii Abdeljaouad ne sont pas concernés par les actes de vandalisme survenus lors des manifestations. « Nous allons demander à la Cour de reprendre les investigations. Il faut noter que les accusations ne concernent pas le vandalisme du local d'Ennahdha uniquement mais aussi le vol d'un hôtel et de la fourrière municipale à Kelibia. Rappelons que mes clients n'ont été interrogés qu'une seule fois, en février 2013, par la police judiciaire » précise Charfeddine Kelil. Le comité de soutien rassemblé devant la Cour ce matin a dénoncé « la criminalisation des mouvements sociaux ».

Jeudi 5 janvier, Imed Touta, Firas Hamda et Hafedh Karbaya, comparaîtront devant la Cour d'appel de Gafsa. Le 13 mai 2016, le Tribunal de première instance de la ville les a condamné à une année de prison ferme et mille dinars d'amende pour « soupçon de consommation de drogue ». Le même jugement a été confirmé, le 7 juin, par le même tribunal. Les trois jeunes militants, originaires d'El Guettar avaient participé au mouvement social de janvier 2016. D'après Wael Ammar, membre du comité de soutien « depuis 2011, les jeunes de la région sont la cible d'une série de procès iniques qui visent à réprimer les mouvements sociaux. Le procès de demain en fait partie ».

Le 18 janvier 2017, dix sit-ineurs de Kasserine seront jugés pour « entrave à la liberté du travail et usage de la violence » passible de trois ans d'emprisonnement et de 720 dinars d'amende. Les 10 jeunes chômeurs avaient participé au sit-in du gouvernorat suite au suicide de Ridha Yahyaoui le 16 janvier 2016.

Le 25 janvier 2017, 117 jeunes de Jérissa, Dahmani et Tajerouine en détention depuis février 2016 passeront devant le Tribunal de première instance du Kef pour entrave à la circulation, participation à une entente en vue de préparer et de commettre une agression contre les biens et les personnes, participation à une rébellion provoquée par plus de dix personnes durant laquelle il y a eu agression d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions et la participation à une désobéissance civile. Le comité de soutien des accusés compte une vingtaine d'avocats. Hichem Mejri, membre de ce comité affirme que « certains détenus ont été victimes de torture dans la prison de Mornaguia. Nous essayons de collecter les preuves pour porter plainte. Concernant le procès, les accusations n'ont aucun lien avec la réalité. Les jeunes accusés ne sont que des manifestants pacifistes que le pouvoir essaye de réprimer afin de faire taire les contestations dans la région ». À noter que trois accusés sont en fuite alors que les autres sont dispersés entre différentes maisons d'arrêt en attendant leur procès.

La désobéissance civile à Meknassi

Depuis vendredi 30 décembre 2016, les habitants de Meknassi ont appelé à la désobéissance civile en signe de protestation contre l'absence de dialogue et de réponses du gouvernement à leurs demandes d'emplois et de développement régional. Les diplômés chômeurs ont commencé en janvier 2016 le sit-in Harimna [On a vieilli] à la délégation. Abdelhalim Hamdi, porte parole du sit-in explique que la désobéissance civile est « la dernière forme de protestation pacifique que nous avons trouvé pour attirer l'attention du gouvernement et l'appeler à ouvrir le dossier de l'emploi dans la région. Nous exigeons aussi que le dossier de la mine de phosphate de Meknassi soit traité en partenariat avec les habitants et les chômeurs de la région ». L'ouverture de la mine de phosphate a été prévue en 2016. Par ailleurs, les chômeurs diplômés considèrent que le gouverneur de Sidi Bouzid et les autorités régionales en générale « sont responsables du pourrissement de la situation. Durant notre sit-in à la délégation, le gouverneur a refusé de nous recevoir. Il a même porté plainte contre les sit-ineurs et a déclaré que Meknassi ne fait plus partie de ses préoccupations » s'indigne Abdelhalim Hamdi.

Justice sociale ou démission des incompetents

La coordination nationale des mouvements sociaux, créée le 26 avril 2016, a annoncé dans un communiqué le début d'une série d'actions de contestation à partir du 3 janvier 2017. Ainsi, les ouvriers des chantiers se sont rassemblés dans 17 gouvernorats durant mardi 3 janvier. Le jour même, les diplômés chômeurs se sont rassemblés à Menzel Bouzayan et Sidi Bouzid. Le 5 janvier, un rassemblement aura lieu à la place de l'UGTT à Redayef. Le 8 janvier, des rassemblements auront lieu à Thala et Kasserine.

Cette étape vient après plusieurs rassemblements, communiqués et manifestations dans différentes régions pour le travail et le développement. Le dernier rassemblement date du 10 décembre devant l'Assemblée des représentants du peuple où des centaines de militants venus de tout le pays ont rappelé l'urgence de traiter les dossiers économiques et sociaux.

Selon le Forum tunisien des droits sociaux et économiques, l'année 2016 a enregistré 9887 mouvements sociaux, soit le nombre le plus élevés depuis 2011. La coordination nationale des mouvements sociaux appelle « tous les responsables locaux, régionaux et nationaux incapables d'apporter des solutions équitables aux demandes sociales et économiques de démissionner ».

10 janvier : Le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid pris d'assaut

<http://www.jawharafm.net/fr/article/le-siege-du-gouvernorat-de-sidi-bouzid-pris-d-assaut/90/47660>

Des habitants de la ville de Meknassi ont fait irruption ce mardi matin au siège du gouvernorat de Sidi Bouzid.

Les manifestants ont scandé le slogan « Dégage » au gouverneur.

Selon le correspondant de Jawhara FM dans la région, des renforts sécuritaires ont été déployés sur place.

Plusieurs protestataires ont été arrêtés par les forces de l'ordre tandis que le siège du gouvernorat a été saccagé, a-t-il ajouté.

10 janvier : Sidi Bouzid : Les autorités appellent les protestataires de Meknessi au dialogue

http://africanmanager.com/51_sidi-bouzid-les-autorites-appellent-les-protestataires-de-meknessi-au-dialogue/

Des protestataires de Meknessi ayant envahi, mardi, le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid ont été arrêtés puis relâchés, dans la journée. Le gouverneur de la région, Mourad Mahjoubi, affirme, dans une déclaration de presse, que les autorités sont disposées à dialoguer avec les protestataires et à trouver des solutions aux problèmes de l'emploi, de l'activation du projet de mine de phosphate et des travailleurs de chantier.

L'arrestation d'un groupe de jeune (7 manifestants), explique le gouverneur, était à titre provisoire afin de protéger le siège de la délégation contre les agressions.

Les protestations qui se poursuivent depuis plus de deux semaines à Méknessi ont connu une escalade, mardi, lorsque des manifestants ont envahi le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid, défonçant la porte principale, avant d'être délogés de force par la police.

Auparavant, les jeunes venus de la délégation de Meknessi se sont rassemblés devant le siège du gouvernorat, revendiquant leurs droits au développement et à l'emploi, outre la démission du gouverneur.

Les forces de l'ordre ont fait évacuer de force les manifestants causant de légères blessures à quelques-uns. Des représentants de la société civile et des syndicalistes présents sur les lieux ont vivement condamné « l'intervention policière musclée ».

L'Union Locale du Travail (UGTT) avait, depuis une dizaine de jours, appelé à la désobéissance civile dans la délégation jusqu'à la réalisation des revendications de la population locale se rapportant, essentiellement, à l'emploi et au développement.

11 janvier : À Sbeitla : le sit-in de la résistance pour le travail et la dignité

<http://nawaat.org/portail/2017/01/11/a-sbeitla-le-sit-in-de-la-resistance-pour-le-travail-et-la-dignite/>

Lundi 9 janvier, devant les portes bleues décorées confusément d'anciens communiqués et slogans tagués des sit-ineurs, treize chômeurs scandent inlassablement « Le droit du chômeur est un devoir ! ». Nous sommes à la délégation de Sbeitla où « le sit-in de la résistance » se poursuit depuis 350 jours. Sous le ciel gris de ce matin glacial, les sit-ineurs bloquent la rue de la Délégation jusqu'à ce que « Tunis » prête attention à leurs revendications.

Devant la voiture civile où cinq policiers menacent d'intervenir en force, sept jeunes femmes et six hommes refusent de battre en retraite. Ils avancent en dehors de la délégation, scandant « travail ! Liberté et dignité nationale ! ». Comme un défi aux regards des passants indifférents ou résignés, Sonia Souissi, 32 ans entonne « Oh chômeur ! Ne fais-tu plus partie de ce pays ? » avant que ses camarades reprennent le slogan d'une seule voix. Depuis 2010, Sonia a obtenu un diplôme de technicienne supérieure de qualité agroalimentaire de la faculté de science de Tunis. Après cinq ans d'attente, de concours non réussis et d'entretiens non concluants, elle décide, le 22 janvier 2016, avec ses camarades, d'investir la délégation où ils passent une année entre promesses non tenues d'embauche et menaces de prison. Sa voix perse le calme de la petite rue de la délégation « Aujourd'hui ! Soit le travail soit la prison ! » pendant que ses camarades brûlent un pneu sur l'asphalte en face de la délégation.

« Fermer la délégation est le dernier moyen pacifique qui nous reste pour obliger le gouverneur et le délégué à faire entendre notre voix auprès du gouvernement. Nous ne demandons pas un recrutement immédiat ou un miracle. Nous demandons qu'on nous écoute car nous avons des solutions à proposer pas seulement pour nous mais pour toute la région » explique Monia Souissi.

350 jours en sit-in et 6 ans d'attente

le 22 janvier 2016, à la suite de la mort de Ridha Yahyaoui et de la vague de contestation qui en a suivie, le sit-in de Sbeitla réunissait 133 personnes entre chômeurs et diplômés chômeurs. « Nos

demandes étaient plus ambitieuses ! Nous avons cru que le gouvernement d'Essid pouvait concrétiser, enfin, les revendications économiques » se rappelle Fathi Telili, 32 ans, diplômé en tourisme et au chômage depuis 2010.

Depuis un an, les chômeurs demandaient une réunion gouvernementale « pour entamer les projets de développement régional bloqués depuis des années comme l'hôpital régional, l'école primaire à Cité Al Sourour et des travaux d'infrastructure dans la Cité El Khadra. les 133 sit-ineurs demandaient l'embauche d'un membre de chaque famille, faciliter les procédures d'obtention de crédits pour les projets privés et lutter contre la corruption qui gangrène l'administration du gouvernorat de Kasserine » explique Sonia.

Essoufflement des sit-ineurs et criminalisation de leur sit-in

En janvier 2016, dans toutes les délégations de Kasserine et partout dans le pays, les chômeurs ont entamé des sit-ins. « Mais à partir du juillet, les chômeurs commencent à lâcher leurs sit-ins contre des vagues promesses d'embauches » explique Karim Rmili, 29 ans, diplômé en mathématique et au chômage depuis 6 ans. Coordinateur du sit-in, Karim fait face depuis des mois aux nombreuses manœuvres du délégué. « Dès la levée du sit-in de Kasserine, de Majel Bel Abbes, et le retrait d'une partie des sit-ineurs ici, le délégué commence à manifester une extrême hostilité envers le noyau dur du sit-in. Avec l'aide d'hommes d'affaires influents dans la région, appartenant aux deux partis au pouvoir, il promet des sommes considérables d'argent (une bourse de subsistance de 1000 dinars destinée aux familles nécessiteuses) et des postes de travail à une vingtaine de sit-ineurs » se rappelle Karim Rmili. Le 25 août, lui et quatre autres sit-ineurs reçoivent une convocation de la police. « Le délégué, nommé, mystérieusement, président de la délégation spéciale de la commune, nous accuse d'avoir vandalisé son bureau. Mais devant la vague de solidarité nationale surtout de la part des avocats, le soir même, le chef du district nous rend visite et nous informe que la plainte a été retirée ». Mais la pression se maintient pour « convaincre » les chômeurs à lever leur sit-in.

Comme sous la dictature, Karim était victime d'un délit de faciès. « Un beau matin, le délégué se réveille et décide que je suis terroriste ! Parce que je porte une barbe » ironise Karim. Et d'ajouter « Le 2 septembre, il porte plainte et m'accuse de terroriser mes camarades et d'instrumentaliser le sit-in pour mes propres intérêts. C'était la plus grande humiliation pour tous les sit-ineurs ». « Une injustice des plus blessantes », renchérit Jamila Chebbi, 33 ans, diplômée en Licence fondamentale des Sciences de la Terre et au chômage depuis 6 ans. En plus des regards accusateurs et des mauvaises langues qu'elle a dû subir en tant que femme, les menaces du délégué éloignent cruellement toute possibilité de dialogue. Le jour même, sous la pression du gouverneur, le délégué retire sa plainte. Cependant, quelques jours après, il réussit à signer un PV avec 42 sit-ineurs qui se sont engagés à quitter la délégation contre la « promesse d'examiner leurs demandes d'emploi » Promesse non tenue à ce jour selon Karim Rmili.

Depuis octobre, les sit-ineurs ne sont que 13 chômeurs diplômés vivant sous la menace quotidienne d'un assaut policier ou d'une nouvelle manœuvre des autorités régionales. Le 26 décembre, le nouveau gouverneur, Hassen Khedimi, rend une visite « amicale » aux sit-ineurs. « Bien qu'il était sympathique et à l'écoute, il n'a rien ajouté aux excuses de son prédécesseur. Maintenant les gouverneurs n'ont aucun pouvoir ! D'ailleurs, Khedimi nous a confié que c'est le secrétaire général du gouvernorat qui décide de tout. Ce dernier, on le sait tous, n'a aucune envie d'améliorer la situation de la région » explique Karim avant de conclure « s'ils pensent que nous avons fait tout ce chemin pour s'arrêter là, ils se trompent ».

En face du sit-in, le délégué s'empresse de monter dans sa voiture. Mécontent, il proteste « Avez vous déjà vu un délégué qui embauche des diplômés chômeurs ?! » avant de laisser les sit-ineurs seuls avec leur colère.

12 janvier : Protestations et grève générale à Meknessi

<http://www.businessnews.com.tn/protestations-et-greve-generale-a-meknessi,520,69570,3>

A Meknessi, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, la situation reste instable après des manifestations menées par des jeunes chômeurs réclamant l'emploi et le développement dans la région. Depuis quelques jours, des manifestations sillonnaient les rues de la ville.

Parmi les protestataires, des jeunes chômeurs qui avaient réussi un concours leur permettant de travailler dans le secteur du phosphate, mais qui n'ont pas été recrutés à ce jour, selon ce que nous affirme une source bien informée.

Des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment hier. Une situation qui a amené le syndicat régional, relevant de l'UGTT, et d'autres organismes de la société civile à appeler à une grève générale. Ainsi, toutes les activités commerciales à Meknessi sont à l'arrêt en ce jeudi 12 janvier 2017.

13 janvier 2017 : Ça barde à Sidi Bouzid, Ben Guerdane, Kasserine... Calmer la situation ou trouver des solutions ?

<http://www.webdo.tn/2017/01/13/ca-barde-a-sidi-bouzyd-ben-guerdane-kasserine-calmer-situation-trouver-solutions/>

Plusieurs villes du centre et du sud de la Tunisie vivent depuis deux jours des mouvements de protestations et des nuits agitées.

Des actes de violences ont été observés durant les dernières nuit à Ben Guerdane, Meknassi et Sbeitla, régions où les jeunes revendiquent encore et toujours l'emploi et le développement régional six ans après la révolution.

Ben Guerdane et l'éternelle affaire de Ras Jedir

La ville de Ben Guerdane a connu mercredi 11 janvier, une journée agitée avec des protestations qui ont abouti à des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre et un blocage de plusieurs routes à l'aide de pneus brûlés.

Les protestataires ont appelé le gouvernement à trouver une solution pour le poste frontalier de Ras Jedir qui connaît des agitations depuis des mois, avec des fermetures et des ouvertures répétitives, d'où un blocage quasi-permanent des échanges commerciaux.

Une grève générale a été décidée par l'Union régionale du Travail (UGTT). Le ministre des Relations avec les Instances constitutionnelles, la Société civile et les Droits de l'Homme, Mehdi Ben Gharbia et le ministre de la Fonction publique et de la Gouvernance, Abid Briki se sont déplacés à Ben Guerdane pour essayer de calmer la situation et de trouver une solution rapide.

En dépit de ce déplacement, des manifestants ont bloqué la Route Nationale N°1 au niveau de la zone Hassi Ferid en brûlant des pneus sur la route, la soirée du jeudi 12 janvier.

Meknassi : Sidi Bouzid revendique encore l'emploi

La délégation Meknassi de Sidi Bouzid est entrée dans une grève générale hier, en réponse à l'appel de l'UGTT. Le droit au développement et à l'emploi sont les revendications principales des protestataires.

La délégation de Meknassi avait annoncé, depuis le 30 décembre dernier, une désobéissance civile à l'appel de l'Union locale du travail (UGTT). Les activités des différents établissements publics sont entravées jusqu'à la résolution du problème des ouvriers de chantiers et des candidats admis au

concours de recrutement à la mine des phosphates de Meknassi en plus de la régularisation de la situation de certains jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en chômage depuis une dizaine d'année, indique la TAP.

Il faut savoir que cette grève vient après une nuit très agitée à Meknassi, hier soir, marquée par des confrontations violentes entre manifestants et forces de l'ordre.

La grève générale a été accompagnée d'une marche citoyenne jusqu'au siège du gouvernorat de Sidi Bouzid.

Dans la soirée du jeudi 13 janvier 2013, des jeunes de la région ont bloqué plusieurs rues et avenues de la ville à l'aide de pneus brûlés et des pierres.

Pour les disperser, les forces de l'ordre ont eu recours au gaz lacrymogène ce qui a nécessité le transport de certains manifestants à l'hôpital régional. La ville a retrouvé son calme ce matin.

Sbeïtla s'oppose à son délégué régional

La délégation de Sbeïtla, dans le gouvernorat de Kasserine, connaît depuis hier, mercredi 11 janvier 2017, des protestations organisées par des chômeurs qui revendiquent l'emploi et le développement de la région.

Les protestataires qui se sont introduits de force dans le siège de la délégation, revendiquent également le limogeage du délégué régional. (...)

13 janvier : Nouvelle nuit de violences à Meknassi et Ben Guerdane

<http://www.webdo.tn/2017/01/13/nouvelle-nuit-de-violences-a-meknassi-ben-guerdane/>

La ville de Meknassi, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, a connu une nouvelle nuit agitée. Dans la soirée du jeudi 13 janvier 2013, des jeunes de la région ont bloqué plusieurs rues et avenues de la ville à l'aide de pneus brûlés et des pierres.

Pour les disperser, les forces de l'ordre ont eu recours au gaz lacrymogène ce qui a nécessité le transport de certains manifestants à l'hôpital régional, selon Shems fm. La ville a retrouvé son calme ce matin.

De même, Ben Guerdane a vécu une longue nuit de violences. Des manifestants ont bloqué la Route Nationale N°1 au niveau de la zone Hassi Ferid en brûlant des pneus sur la route.

14 janvier : Grande colère à Ben Guerdane !

<http://www.jawharafm.net/fr/article/grande-colere-a-ben-guerdane/90/47844>

Des échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté, samedi après-midi. Des pneus ont été brûlés. Les policiers ont riposté par des bombes lacrymogènes d'une manière intensive provoquant une épaisse et étouffante fumée.

Cette journée qui coïncide avec la Fête de la Révolution et de la Jeunesse, avait commencé dans le calme avant que les violences ne prennent une telle ampleur. (...)

16 janvier : Poursuite des protestations dans la ville de Sidi Bouzid et à Meknassi

http://africanmanager.com/512_tunisie-poursuite-des-protestations-dans-la-ville-de-sidi-bouzig-et-a-m

[eknassi/](#)

Des mouvements de protestation ont eu lieu, dimanche soir, dans des quartiers de la ville de Sidi Bouzid et de la délégation de Meknassi. Des protestataires ont mis le feu à des pneus et ont bloqué les voies principales de la ville, a constaté le correspondant de la TAP dans la région précisant que les forces sécuritaires ont été contraintes de faire usage de gaz lacrymogènes pour disperser les groupes de manifestants.

» L'usage excessif du gaz lacrymogène » a provoqué un état d'étouffement chez un jeune qui a été admis en premier lieu à l'hôpital régional de Sid Bouzid et transféré par la suite à un hôpital universitaire à Sfax.

Ces mouvements ont été précédés par d'autres protestations, sit-in, et marches en plus d'une désobéissance civile décrétée depuis le 30 décembre dernier à Meknassi, et une grève générale organisée jeudi dernier pour revendiquer le droit au développement et à l'emploi.

16 janvier : Sidi Bouzid : Protestation à Menzel Bouzayane pour revendiquer le droit à l'emploi

http://africanmanager.com/51_sidi-bouqid-protestation-a-menzel-bouzayane-pour-revendiquer-le-droit-a-lemploi/

Des habitants de la délégation de Menzel Bouzayane (gouvernorat de Sidi Bouzid), parmi des jeunes sans emploi et des représentants de la société civile ont organisé, lundi, une marche et parcouru les artères principales de la ville pour revendiquer le droit à l'emploi et au développement, a constaté le correspondant de la TAP dans la région.

Selon Adel Naceri, représentant des protestataires, l'organisation de la marche intervient pour dénoncer la politique d'atermoiement adoptée contre la délégation de Menzel Bouzayane.

Il a déploré, à ce propos, la non satisfaction des revendications manifestées par les habitants de la région et scandées lors des différents mouvements de protestation.

Des jeunes de la délégation de Menzel Bouzayane avaient observé, depuis le début de l'année 2016, des mouvements de protestation et de sit-in pour revendiquer le droit à l'emploi et au développement.

16 janvier : Kasserine, des protestataires bloquent la route principale de la cité Ezzouhour

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2017/01/16/tunisie-kasserine-des-protestataires-bloquent-la-route-principale-de-la-cite-ezzouhour/>

Des jeunes d'Ain El khadra dans la cité Ezzouhour (gouvernorat de Kasserine) ont bloqué, lundi, l'avenue principale de la ville et brûlé des pneus.

Les protestataires revendiquent leur intégration dans le cadre du mécanisme relatif aux ouvriers de chantiers.

” Nous sommes en chômage depuis de longues années, nous n'avons pas de sources de revenus et notre situation socioéconomique est préoccupante “, ont-ils indiqué à la correspondante de la TAP.

Ce mouvement de protestation intervient sur fond de la publication d'un communiqué sur la page officielle du gouvernorat de Kasserine dans lequel le gouverneur dément le recrutement de personnes en chômage dans le cadre du mécanisme des ouvriers de chantier et rappelle que le

ministère du développement ne fait plus appel à ce mécanisme depuis 2013.

17 janvier : Les affrontements atteignent Gafsa

<http://www.webdo.tn/2017/01/17/affrontements-atteignent-gafsa/>

Des affrontements ont eu lieu entre des jeunes de la ville de Redeyef, gouvernorat de Gafsa, et les forces de l'ordre dans la soirée du lundi 16 janvier 2017. Selon Mosaïque fm, les jeunes voulaient bloquer la route principale de la ville, ce qui a nécessité l'intervention des unités sécuritaires qui ont eu recours au gaz lacrymogène. De même, la délégation de Snad a connu une nuit de violence. Un groupe de chômeurs ont bloqué la route nationale 14 menant de Gafsa à Sfax en brûlant des pneus. Les forces de l'ordre les ont dispersés en utilisant du gaz lacrymogène.

18 janvier : Le Kef rejoint la vague de protestations

<http://www.webdo.tn/2017/01/18/le-kef-rejoint-la-vague-de-protestations/>

La route entre Kef-Ouest et Sidi Abdallah a été bloquée par des protestataires dans la soirée du mardi 17 janvier 2017. Des pneus ont été brûlés pour bloquer la route en signe de protestation contre la marginalisation de la région et contre les propos du député Mongi Harbaoui, qui avait déclaré que contrairement aux autres régions qui connaissent une vague de protestations depuis des jours, le Kef est « calme » car la plupart des projets de développement ont démarré. Des bombes lacrymogènes ont été utilisées par les forces de l'ordre pour disperser les protestataires, rapporte Mosaïque fm, qui cite son correspondant.

Plusieurs protestations sont observées dans différentes régions du pays. A Sidi Bouzid, des affrontements ont eu lieu dans la soirée du lundi 16 janvier 2017 dans les cités Ennour Charki, Ennour et Frayjeya, entre des manifestants et les forces de l'ordre. Meknassi connaît aussi des manifestations qui finissent généralement par des actes de violence durant la nuit.

A Métlaoui, le wagon d'un train de transport de phosphate a été brûlé par un groupe de jeunes protestataires dans la nuit du samedi 14 janvier 2017.

Des manifestants ont également bloqué la Route Nationale N°1 au niveau de la zone Hassi Ferid, à Ben Guerdane, en brûlant des pneus sur la route.

P.-S.

De nombreux documents sur la Tunisie sont disponibles sur le site ESSF, et notamment aux adresses suivantes :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique130>

A gauche <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1029>

Syndicalisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1337>

Femmes <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique985>

Histoire <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1027>

Economie <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1026>

Islamisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1088>